



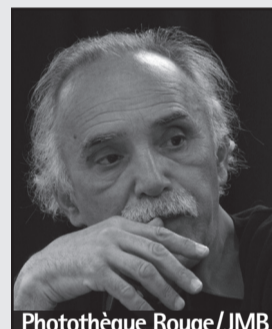
REGARDS

Appel à la solidarité!

Le gouvernement russe prépare un procès politique massif contre l'opposition, le Mouvement socialiste russe lance un appel à la solidarité.
Page 2

ACTU

Écologie: Comment ÉÉLV sacrifie l'écologie sur l'autel de la solidarité gouvernementale
Page 3



Photothèque Rouge/JMB

INTERNATIONAL

Israël: Nouvelles élections sur fond de bruits de bottes

Par Michel Warschawski, militant pacifiste israélien.
Page 5

Ils font payer les pauvres pour donner aux riches

Non à ce budget d'injustice sociale!

Les débats et premiers votes sur le budget viennent de commencer. À écouter le gouvernement, ce projet de loi de finances serait véritablement un budget de « justice sociale » de « combat contre la crise, la dette et les injustices ». Mais derrière la communication et les phrases ronflantes, la réalité est toute autre.

À écouter l'UMP et le patronat, on pourrait croire que François Hollande est en train de mettre en œuvre, à travers le budget 2013, une véritable « révolution fiscale » qui reviendrait sur les avantages consentis aux plus riches depuis des décennies, qui taxerait fortement les hauts revenus, les profits des sociétés et les patrimoines des riches.

SUITE PAGE 2

Agenda

25 octobre, meeting NPA, Paris.

De gauche comme de droite, l'austérité on la combat ! Meeting anti-austérité avec Olivier Besancenot, Christine Poupin, Philippe Poutou et la participation de représentantEs des luttes. RV à 20 heures, salle Japy, 2 rue Japy (M° Voltaire ou Charonne).

JEUDI 25 OCTOBRE À 20H



De gauche comme de droite,

L'AUSTÉRITÉ ON LA COMBAT!

MEETING PARIS

Avec **Olivier Besancenot, Christine Poupin, Philippe Poutou** et la participation de représentantEs des luttes

25 octobre, réunion unitaire contre le TSCG, Poissy.

Présentation de la nocivité du pacte d'austérité par Frédéric Viale du Conseil Scientifique d'Attac, collectif national Stop austérité et spécialiste de l'Europe, auteur de *L'Horreur européenne*.

À l'initiative du collectif unitaire contre le pacte budgétaire de Poissy et soutenue par le collectif Stop austérité du Val-de-Seine (les Mureaux et environs). RV à 20h30, salle annexe Château Villiers, avenue du Bon Roi Saint-Louis (face à la piscine)

26 octobre, meeting de solidarité avec le peuple syrien, Paris.

RV à 19 heures bourse du travail, salle Ambroise-Croizat, 3 rue du Château-d'Eau, M° République. À l'initiative du comité de secours à la population syrienne.

27 octobre, hommage à Bouna et Zyed et à toutes les victimes de la police, Saint-Denis.

À l'appel du collectif « Vies volées », prise de paroles, concert... RV à 18 heures au « 6b », 6b quai de Seine à Saint-Denis (93). RER-D, Transilien-H, Tram-T1 Gare-de-Saint-Denis.

16 novembre, « Le NPA fait son cinéma », NPA Paris 20°.

Projection du documentaire « Haya, Chronique de la grève de Citroën-Aulnay en 1982 » de Claude Blanchet, suivi d'un débat avec, entre autres, Mogniss Abdallah, journaliste et réalisateur. RV à 20 heures au café Le Soleil, 136 boulevard de Ménilmontant, M° Ménilmontant, Paris 20°.

22 novembre, Projection sur Thomas Sankara, NPA Paris 18°.

Projection du film documentaire « L'homme intègre » de Robin Shuffield, suivi d'un débat en présence du réalisateur. RV à 20 heures au café « Les Chiffons », 90 rue Marcadet dans le 18°, M° Marcadet.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

SUITE DE LA PAGE 1

Un budget fait pour satisfaire les marchés...

Mais dans les faits, tout l'édifice est conçu pour rassurer les marchés financiers et montrer que la France est dans les clous, puisque ce budget 2013 s'inscrit dans l'objectif de réduire le déficit de 4,5% à 3% du PIB fin 2013. C'est en réalité un plan d'austérité en total cohérence avec le traité de stabilité et de cohérence budgétaire (TSCG). Via ce budget, la « rénovation de l'action publique » du gouvernement Ayrault aggravera dans les faits la RGPP de Sarkozy puisque les postes créés dans les ministères dits prioritaires seront tous supprimés ailleurs (- 2 500 postes à Bercy, - 650 dans le logement et autant dans l'écologie...). Les dépenses publiques seront abaissées de 10 milliards d'euros, ce qui concrètement concerne les dépenses d'investissement mais aussi les dépenses sociales de l'État comme les aides au logement, l'allocation adulte handicapé, les contrats aidés...

... en faisant payer la majorité de la population

Certes, ce budget comporte quelques petits progrès effectifs comme la taxe de 75% sur les ultra-riches, la nouvelle tranche supérieure d'imposition de 45%, le plafonnement plus sévère des niches fiscales et le relèvement de l'ISF... Mais on est loin, très loin du compte. La réforme de l'impôt sur le revenu est très limitée tant sur le nombre de personnes visées que dans le temps. La nouvelle tranche n'a rien de « révolutionnaire » puisqu'il s'agit d'un alignement sur l'Allemagne et le Royaume-Uni. La taxe de

75% est exceptionnelle (pour deux ans) et ne portera que sur les seuls revenus d'activité des personnes, et non du capital, gagnant plus de 1 million d'euros dans l'année.

En revanche, le gel du barème de l'impôt sur le revenu augmentera la charge de 16 millions de foyers fiscaux, bien au-delà donc des riches et même de ce que l'on appelle communément les « classes moyennes », et rapportera beaucoup plus à l'État. La réforme Sarkozy de l'ISF de 2011 n'est même pas complètement abolie. La plupart des niches fiscales demeurent.

Mobilisation contre cette gauche de renoncement

Ce gouvernement ment tout simplement en affirmant que désormais les revenus du capital seront autant imposés que ceux du travail puisqu'il vient de capituler devant les fameux faux « pigeons » mais vrais rapaces. Les dividendes continueront de bénéficier d'un abattement de 40% et le plafonnement des niches fiscales permettra encore aux plus riches de faire encore et toujours de grosses économies. Le système fiscal français restera donc scandalement défavorable aux plus grand nombre et continuera d'épargner les revenus du capital.

Comment s'en étonner, tant la véritable feuille de route fixée par les marchés européens, le TSCG, a été défendue sans aucun état d'âme par Hollande, Ayrault et leurs amis. Loin d'être les auto-proclamés ennemis de la finance tel qu'ils s'étaient mis en scène dans le cadre de la campagne présidentielle, les dirigeants du PS s'affichent

“ **Lier les mobilisations contre les conséquences de ces politiques d'austérité pour avancer dans la constitution d'une opposition de gauche reste une nécessité, cela doit devenir une réalité.** ”

aujourd'hui comme leurs véritables garants. La lutte contre ce projet de loi de finance doit donc être une nouvelle étape dans le regroupement de toutes celles et ceux qui, au sein de la gauche sociale et politique, refusent l'austérité capitaliste. L'abstention des députés du Front de Gauche sur les recettes du budget alors qu'ils avaient voté contre le TSCG est un retournement contraire aux intérêts des travailleurs et de la population, le prix à payer pour avoir un strapontin dans la majorité. Nous militions pour lier mobilisations contre les conséquences de ces politiques, notamment sur le terrain de la défense de l'emploi, et développement de cadres unitaires contre la dette et l'austérité, pour avancer dans la constitution d'une véritable opposition de gauche. Cela reste une nécessité, cela doit devenir une réalité.

Sandra Demarcq

regards

Nous publions cet appel à la solidarité lancé à l'initiative du Mouvement socialiste russe

Le gouvernement russe prépare un procès politique massif contre l'opposition.

Nous avons besoin de votre solidarité !



Photothèque Rouge/JMB

En Russie, la première moitié du mois d'octobre s'est déroulée sous le signe d'un durcissement de la répression contre l'opposition. Pour le moment, 19 personnes sont accusées dans l'affaire dite des « troubles de l'ordre public massifs » du 6 mai ; la plupart se trouvent actuellement en prison. Alors que les arrestations arbitraires de participants aux actions du printemps continuent, il est d'ores et déjà évident qu'un procès politique massif contre les leaders de l'opposition se prépare. Le 5 octobre, l'une des principales chaînes de télévision russe, NTV, diffusait un film produit dans le style « enquête documentaire », contenant des accusations sans précédent contre l'opposition, notamment contre la figure la plus connue de l'opposition de gauche, Sergueï Oudaltsov. Dans ce film de propagande filmé dans la plus pure tradition goebbelsienne, on apprend qu'Oudaltsov entretient des liens avec les services secrets étrangers et que la principale activité du Front de Gauche qu'il dirige consiste à manigancer avec les ennemis extérieurs du pays. En guise de preuve, le film reproduit l'enregistrement d'une conversation entre Sergueï Oudaltsov, l'activiste du Front de Gauche Léonid Razvojaev, le membre du Mouvement socialiste de Russie (RSD) Konstantin Lebedev et l'un des plus proches conseillers du président géorgien, Guivi Targamadzé. La conversation évoque notamment un transfert d'argent de la part de la Géorgie, dans le but de « déstabiliser » la Russie. Bien que les visages soient à peine visibles sur l'enregistrement et que le son ait été monté et posé sur la vidéo séparément, à peine deux jours plus tard celle-ci servait de prétexte à l'introduction d'une action pénale auprès du comité d'enquête du parquet de la fédération – l'organe qui tient aujourd'hui le rôle principal dans l'organisation de la répression.

Le 17 octobre, notre camarade Konstantin Lebedev était arrêté et Sergueï Oudaltsov libéré

après son interrogatoire, sous réserve de signer un engagement à ne pas quitter le territoire de Moscou. Le troisième participant à « l'affaire », Léonid Razvojaev, a quant à lui demandé l'asile politique en Ukraine mais a été enlevé dans le centre de Kiev par les collaborateurs des services secrets russes. Il convient de remarquer que le parquet, bien qu'il ait agi sous couvert d'une conspiration d'espions, a fini par accuser ces trois personnes de « troubles de l'ordre public massifs ». Il s'agit là de lancer un procès potentiellement d'envergure, dans lequel plusieurs cas seront traités ensemble et toute l'activité du mouvement de contestation du régime apparaîtra comme un complot géant. Il est important de noter également qu'aussi bien les accusés dans l'affaire « d'espionnage » que la majorité des personnes arrêtées pour leur participation aux « troubles de l'ordre public » du 6 mai appartiennent à différentes fractions de la gauche. À la veille de l'application de nouvelles mesures d'austérité en Russie, d'attaques contre les droits des travailleurs et de la réforme des pensions, ce qui effraie le duo Poutine-Medvedev c'est l'éventualité de voir s'unir le mouvement démocratique qui existe déjà avec les éléments de la contestation sociale. La vague de répression à laquelle nous assistons aujourd'hui est un stress-test pour le mouvement de contestation : soit nous tiendrons bon, soit nous aurons à traverser une nouvelle période d'apathie et de peur. Face à cette pression policière sans précédent, nous avons besoin de la solidarité de nos camarades d'Europe et du monde entier. Nous demandons la tenue de piquets pour la libération immédiate de Konstantin Lebedev, l'arrêt de l'action pénale contre Sergueï Oudaltsov et Léonid Razvojaev ainsi que la libération des prisonniers politiques ayant participé à la manifestation du 6 mai à Moscou.

Comment EÉLV sacrifie l'écologie sur l'autel de la solidarité gouvernementale

Six mois après la formation du gouvernement Hollande-Ayrault avec le soutien et la participation active d'EÉLV, on peut déjà commencer à faire un bilan. Et ce bilan révèle l'étendue des contradictions des Verts, des capitulations et des dégâts en cours.

Au chapitre du positif, on peut certes avancer que, Duflot en tant que ministre du logement a été en charge de la loi sur l'encadrement des loyers. Un pas intéressant mais la gravité du problème du logement en France est telle qu'en réalité un véritable bond serait nécessaire afin d'améliorer significativement la situation des classes populaires en matière de logement. On est loin du compte.

Une série d'abdications...

Premier exemple, la politique du gouvernement et surtout les actions de Valls face à la question des Roms posent problème à EÉLV et à Duflot? Pas de rupture pour autant, EÉLV se contente finalement d'une dénonciation bien timide de la situation. Le domaine où l'abdicacion est la plus flagrante est celui de l'énergie, plus particulièrement sur le nucléaire. Hollande s'est prononcé pour la transition énergétique en modifiant le mix énergétique du pays. Mais que ce soit les déclarations de Montebourg (nucléaire = filière d'avenir) ou l'escroquerie du passage à 50% en 2025 de la part du nucléaire dans la production électrique (fermeture de Fessenheim + création de l'EPR = -0,8% et non -25%), tout contribue à révéler que les Verts ont en fait avalé de gigantesques couleuvres.

Sans doute la centrale de Fessenheim fermera-t-elle durant ce quinquennat et Cécile Duflot «fermera l'interrupteur de la centrale» mais c'est elle aussi qui coupera le ruban de l'EPR de Flamanville...

Concernant les combustibles fossiles, la réalité n'est pas beaucoup plus souriante. Le gouvernement a permis la reprise des forages de Shell au large de la Guyane. Sur les gaz de schiste, Hollande

a annoncé la suspension de sept demandes de permis d'exploration de gaz de schiste par fracturation hydraulique. Mais, d'une part, ces sept permis d'exploration étaient condamnés par des défauts de procédure, d'autre part, il reste une centaine de permis encore sur tout le territoire! Et quoi qu'il en soit, ce n'est certainement pas la victoire des Verts au gouvernement ou au Parlement mais bien celle de la très grande mobilisation de la population dans les zones concernées. Au sujet des fameux grands projets considérés comme inutiles par EÉLV, là encore deux beaux exemples de contradictions. D'une part, «le réveil» réservé par la police aux squatteurs de Notre-Dames-Landes démontre la conception de ce gouvernement et du ministre de l'Intérieur, Valls, en matière de «gestion des mouvements sociaux». D'autre part, la ligne TGV Lyon-Turin, un projet «écologico-productiviste», illustre les

positions complètement ambiguës entre les militants de base qui se mobilisent très activement contre le projet et les élus locaux EÉLV qui sont les premiers défenseurs du projet.

Les attrait du pouvoir

Enfin, concernant la politique économique et européenne, le vote sur le TSCG est peut-être la plus belle preuve du marasme qui règne au sein d'EÉLV où personne n'est d'accord sauf... pour rester au gouvernement. L'affaire se complique en effet avec le vote du budget. Si les députés d'EÉLV sont contre le TSCG, ils devraient aussi, logiquement, voter contre le budget qui met en application ce traité. Or, ils ont d'ores et déjà annoncé qu'ils le voteraient pour la mauvaise raison qu'un parti qui vote contre le budget du gouvernement ne peut y rester et devrait passer dans l'opposition. Certes EÉLV peut toujours réserver des surprises ou

se diviser, mais leur choix semble bien d'avalier toutes les couleuvres pour rester dans la majorité.

Tous ces dossiers illustrent les contradictions d'EÉLV, reflet au niveau national de leur politique au niveau local, départemental et régional. Cette situation reflète un état schizophrène à nos yeux. Les Verts ont décidé de repeindre leur parti et l'écologie aux couleurs du gouvernementalisme. Ce comportement est un formidable vecteur de démobilisation pour le mouvement écologiste.

Face à ces abdications institutionnelles, il nous faut proposer la construction d'une véritable opposition de gauche au gouvernement, en recherchant la convergence des mouvements écologistes et sociaux, dans une perspective anticapitaliste pour un véritable changement, un changement écosocialiste.

Correspondants commission nationale écologie



Par J.C. Delavigne

L'AUSTÉRITÉ TUE !

Vendredi 19 octobre, une femme a accouché quelque part sur l'autoroute A20, en cherchant à rejoindre la maternité de Brive. L'enfant n'a pas survécu. Nous partageons le drame de cette famille, plongée dans un deuil très probablement évitable.

Nous ne pouvons qu'être saisis de dégoût et d'amertume en entendant les propos du président de la République ou ceux de sa ministre.

Il existait jusqu'en 2009 une maternité à Figeac, plus proche pour cette famille... mais «on» l'a fermée comme des dizaines d'autres, et ce «on» n'est pas anonyme : il s'appelle Chirac, Mattei, Douste-Blazy, Bertrand, Sarkozy, Bachelot, mais aussi Jospin, Aubry, Kouchner, Guigou, présidents ou ministres de gouvernements de droite comme de gauche, qui ont fermé les hôpitaux et maternités de proximité, regroupé les services des autres établissements, pour en faire des «entreprises rentables», et ce malgré les luttes et les résistances des soignants, des éluEs et de la population, comme celle, victorieuse, de Carhaix.

Malgré leurs discours, Hollande et Touraine persévèrent aujourd'hui dans cette voie. Ils n'abrogeront pas la loi Bachelot, qui organise et accélère ces restructurations. Ils s'apprentent à imposer à l'hôpital une nouvelle cure d'austérité de 675 millions d'euros, avec la loi de financement de la Sécurité sociale de 2013 dont le débat débute cette semaine au Parlement.

Une politique de gauche ce serait :

- l'abrogation des contre-réformes de Sarkozy,
- l'arrêt de toutes les fermetures et restructurations,
- le maintien ou la réouverture des hôpitaux de proximité avec au moins un service d'urgence 24 heures sur 24, un service de chirurgie et une maternité,
- un plan d'urgence pour l'hôpital et le service public de santé, pour une remise à niveau des moyens de l'hôpital. Mais pour cela il faudrait renoncer à «diminuer le coût du travail», et à «payer la dette» en exonérant toujours plus les patrons du financement de la protection sociale. Pour qu'il n'y ait pas d'autres morts, notre colère doit devenir une nouvelle raison d'agir, de nous mobiliser unitairement pour imposer à ce gouvernement de faire passer la santé et la vie de tous, avant les profits de quelques-uns.

MAUVAISE NOUVELLE POUR L'ENVIRONNEMENT



PSA le gouvernement lâche les salariés mais sauve sa banque

Le système bancaire n'en finit pas de craquer. La Banque PSA Finance filiale à 100% du groupe PSA est à son tour menacée de faillite. Et naturellement famille Peugeot et actionnaires s'en vont appeler au secours le gouvernement.

Pas de ventes d'automobiles sans crédit

Les banques des constructeurs automobiles sont au cœur de la commercialisation des voitures qu'ils produisent. Les voitures sont vendues une première fois aux concessionnaires automobiles, une deuxième fois par ces concessionnaires aux acheteurs. Cette pratique a été initiée dès les années 1930 par les constructeurs américains pour moins supporter directement les variations de stocks, en reportant sur d'autres plus petits les variations de la demande. Ce double achat est favorisé par l'intervention du crédit. Les trois quarts des achats de voitures neuves en France se font à crédit. Renault et PSA contrôlent ce

marché au travers de leurs banques filiales et laissent peu de place aux autres banques qui voudraient participer à ce pactole.

Le profit réalisé au travers de ces opérations bancaires devient central pour les deux firmes. Renault Crédit International en 2011 avait contribué pour 761 millions d'euros à la marge opérationnelle de tout le groupe Renault, soit 70% du total (la marge opérationnelle étant le rapport entre le résultat d'exploitation et le chiffre d'affaires, signe de rentabilité et de viabilité d'une entreprise). Le même résultat est observé pour PSA, 40% de la marge opérationnelle du groupe.

Vers la faillite de la banque PSA Finance?

Pour prêter de l'argent, il faut en disposer ou en «inventer». Renault et PSA sont passés champions en empruntant eux-mêmes de l'argent qu'ils «reprètent» ensuite à un taux supérieur aux acheteurs. Renault RCI s'est transformé en collecteur d'épargne privée en

proposant les taux d'intérêt parmi les plus compétitifs. Peugeot avait préféré s'en remettre aux prêts préférentiels de la part de la BCE et à la spéculation sur les écarts entre taux d'intérêts selon les pays. L'aggravation de la crise les a rattrapés. Pour PSA, le déclencheur est la difficulté à trouver de l'argent. PSA ne pouvant pas aujourd'hui rembourser 4 milliards d'euros empruntés auprès d'autres banques, le gouvernement apportera 5 à 7 milliards d'euros de garanties à Banque PSA Finance. Selon ces informations de presse, le gouvernement donnerait donc à PSA les moyens de continuer à emprunter, pardon... à spéculer!

Le gouvernement au secours de PSA!

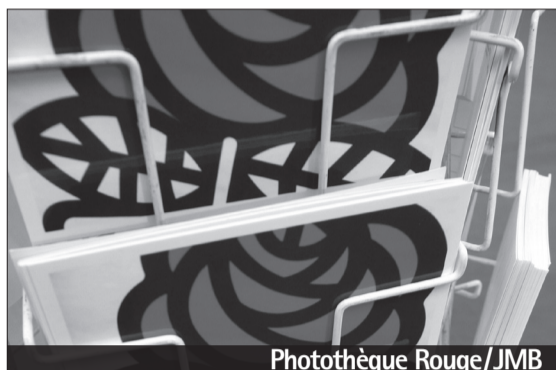
Les négociations sérieuses se passent, non pas avec le ministre en marinière Montebourg, mais avec Moscovici. Avant d'être ministre, il était président de «l'Association des collectivités et sites de l'industrie automobile» (Acsia), ouvertement un lobby pro PSA.

Les fonds publics ne doivent pas servir à renflouer la banque privée de PSA alors que le groupe s'apprête à fermer des usines et à licencier des milliers de salariés. La levée du secret bancaire est aujourd'hui une exigence démocratique élémentaire. Le rapport d'activité de juillet 2012 écrivait : «Banque PSA Finance maintient des réserves suffisantes de capital et de liquidités». Preuve est faite que c'était un mensonge grossier.

Pendant ce temps-là, famille Peugeot et actionnaires se portent bien. Ce qui était prévisible depuis déjà plusieurs mois se précipite : la famille Peugeot se désengage de l'automobile à un rythme qui s'accélère à mesure que leur système craque. Contre les suppressions d'emplois, les fermetures d'usines et maintenant la faillite possible de leur banque, la question de l'expropriation de la fortune de la famille Peugeot est posée.

Jean-Claude Bernard

PARTI SOCIALISTE Désir d'avenir capitaliste



Photothèque Rouge/JMB

Sans grand suspense, Harlem Désir le favori du président, du Premier ministre et de tous les dirigeants du parti a été élu premier secrétaire du PS. Succédant à Aubry, il incarne la garantie d'un PS totalement inféodé aux orientations gouvernementales. Un pas de plus dans le social-libéralisme.

À l'issu d'une procédure « démocratique » assez particulière, Harlem Désir a été élu jeudi 18 octobre par 72% des militants socialistes. Petit problème, au vu du faible enjeu de ce scrutin interne, c'est à peine plus de 46% des militants qui se sont déplacés pour reconduire celui qui de toute façon fait déjà le job depuis plusieurs semaines.

Table rase dans la gauche du parti

Il faut dire que Désir défendant la motion archi majoritaire présentée par Martine Aubry et Jean-Marc Ayrault, le résultat était connu d'avance. Certes, il avait face à lui un représentant de la dite aile gauche du parti, Emmanuel Maurel, qui a fait lui à peine plus de 27% des voix. Commode pour mettre en scène la vie démocratique d'un PS où pourtant ce sont les manœuvres de couloir qui souvent font et défont les majorités, mais pas suffisant pour réellement exister. Car le grand perdant de ce scrutin aura été la gauche qui tant bien que mal survivait malgré les différentes périodes d'exercices du pouvoir depuis 1981 et l'accumulation des renoncements et des reniements. En témoigne le rôle que Benoît Hamon, jusqu'ici chef de file de cette gauche du parti, a joué depuis l'élection de Hollande. Complètement intégré et solidaire d'un gouvernement où il dispose d'un ramequin ministériel, il a jusqu'ici tout assumé, en particulier la mise en place du TSCG ouvrant le feu de l'austérité de gauche, se ralliant même à la motion Aubry-Ayrault pour ce congrès.

« Rassembleur » autour de l'austérité gouvernementale

À la veille du congrès socialiste qui se tiendra du 26 au 28 octobre, celui qui se veut le « rassembleur » du parti est avant tout le meilleur agent de service après vente, multipliant les déclarations appuyant la politique du gouvernement. Ainsi défend-il dimanche 21 octobre à l'antenne de Radio J la réduction des déficits publics à 3% « un impératif, une question d'indépendance économique » selon lui. Celui qui encore l'an dernier s'opposait à « l'absurde règle d'or » de Nicolas Sarkozy en est donc devenu un bon petit soldat.

Dès lors, comment peuvent exister une quelconque démocratie interne, une liberté d'élaboration et de débats dans le PS, voire même – soyons fous – un courant défendant une orientation de gauche, alors que le chemin est aussi clairement balisé tant par son premier secrétaire que par le gouvernement ? Entre petits arrangements avant pendant et après le congrès, partage des postes et surtout solidarité sans faille avec le gouvernement, ce secrétaire général place ses pas entièrement dans ceux d'Hollande et de sa gauche d'adaptation et de renoncements.

Manu Bichindaritz

SOMMET EUROPÉEN Après le TSCG...

Le sommet européen qui s'est tenu la semaine dernière à Bruxelles aurait été, si l'on en croit les médias, le théâtre de l'affrontement entre Merkel et Hollande. Hollande serait le champion de la politique de croissance alors que Merkel serait obsédée par la rigueur. Un jeu de rôle qui ne les empêche pas de s'entendre sur le TSCG et la politique d'austérité ou sur une bien timide politique de surveillance des banques.

C'est le 12 septembre que la commission européenne a publié son projet d'union bancaire, censée stabiliser le système financier des États membres. Il s'agit d'un mécanisme permettant de recapitaliser un établissement financier en difficulté sans creuser la dette publique du pays dans lequel il se situe. Le premier pays ciblé par ce projet est l'Espagne. La dette de ce pays explose en effet : alors qu'elle avait fini 2011 à un niveau relativement bas (68,5% du PIB), elle atteindrait 85,3% du PIB fin 2012 puis 90,5% en 2013... Conséquence : en 2013, les prestations chômage baisseraient de 6,3%, les budgets des ministères seront réduits en moyenne de 8,9%, celui de l'éducation, de 17,2%...

Or le gouvernement Rajoy lui-même explique ces chiffres par les aides publiques apportées aux banquiers. En d'autres termes, Rajoy saigne lui-même l'Espagne pour préserver ces derniers au lieu de les exproprier. En tout cas, l'union bancaire reposerait sur trois piliers : l'octroi de pouvoirs de surveillance des banques à la BCE, la création d'un fonds de résolution des crises et la mise en place d'un mécanisme de garantie des dépôts. Le mécanisme de surveillance est présenté comme indispensable pour que le MES (mécanisme européen de stabilité) puisse recapitaliser directement. Problème : jusqu'ici l'Allemagne (le plus gros contributeur du MES) était réticente à placer l'ensemble de ses banques sous contrôle même si ce contrôle est par avance complice. Le risque serait en effet de trouver des cadavres dans les placards – le lien entre les politiciens procapitalistes et banquiers est en effet traditionnellement fort en Allemagne...

Un nouvel échec de Paris

La préparation du sommet a été l'occasion de quelques passes d'arme à distance entre Paris et Berlin. Récemment, Ayrault affirmait que « d'ici la fin de l'année 2012, une supervision intégrée des systèmes bancaires de la zone euro, adossée à la BCE, sera mise en place ». Il ne faisait là que défendre les intérêts de l'Espagne, partie prenante de la zone d'influence traditionnelle de la France. Mais à distance, Merkel répondait que cette supervision serait mise en place progressivement, « sans précipitation »... Il faut savoir

que les élections allemandes auront lieu en septembre prochain. L'objectif est donc d'ici là la contribution allemande au MES ne s'alourdisse pas, ce qui pourrait être le cas si le mécanisme d'union bancaire était mis en application.

Berlin a évidemment remporté la mise. Un cadre juridique pour la supervision bancaire unique serait défini avant le 1^{er} janvier 2013. Par contre les détails de sa mise en œuvre sont encore à définir, ce qui prendra du temps. Le lancement de l'union bancaire n'aura donc pas lieu au 1^{er} janvier prochain, ainsi que le demandait Paris, mais plutôt fin 2013...

Dans ces conditions, Berlin pouvait se permettre de menues concessions : notamment que les banques allemandes fassent partie de la future union bancaire.

Union budgétaire : alerte !

En marge du sommet, l'Allemagne a réaffirmé ses objectifs une fois le TSCG entré en application.

Schäuble, le ministre des finances allemand, préconise le renforcement des pouvoirs

du commissaire européen aux affaires monétaires. Celui-ci pourrait, par exemple, refuser les projets budgétaires nationaux (ce qui n'est pas prévu par le TSCG) « Le commissaire au budget devra être aussi craint que l'est aujourd'hui le commissaire à la concurrence », a-t-il expliqué. L'objectif est de s'assurer du respect de la règle d'or et d'un quasi-équilibre budgétaire par tous les États-membres.

En dernière analyse, une telle politique encourage fermement les États membres à redéfinir leur politique économique en la tournant vers l'exportation au prix d'une politique de dumping social extrêmement violente.

Hollande a déjà donné son accord à ce projet désastreux : « L'union politique, c'est après, c'est l'étape qui suivra l'union budgétaire, bancaire et sociale. » a-t-il expliqué lors de sa récente interview au Monde. L'union politique est surtout un leurre qui laisse entendre que leur Europe aurait un autre avenir que celui de la récession et des tensions.

Pascal Morsu



Michaela Rehle/Reuters

CORSE À qui profitent les crimes ?

Antoine Sollacaro et Jean-Dominique Simonetti Allegrini ont été assassinés le même jour. Tous deux nationalistes de longue date.

Les médias se sont focalisés sur la personnalité du premier. Avocat, il était entre autres procès l'un des défenseurs d'Yvan Colonna. Pourfendeur de la JIRS¹, Antoine Sollacaro ne cessait de dénoncer les méthodes de ce regroupement qui réunit des magistrats et des policiers et dont Sarkozy fut le créateur. Reste que ces exécutions sommaires touchent désormais quasiment toutes les composantes de la société corse. En dépit de forces de police (les plus nombreuses de tous les territoires), le taux d'élucidation des crimes de sang est insignifiant. Les médias locaux se bornent à commenter les faits sans opérer d'investigations. On ne saurait les montrer du doigt alors que les politiques, élus et formations, soit en appellent au renforcement de l'appareil d'État, soit se bornent à déplorer la situation.

Pourtant, tenter de répondre à toutes ces questions, au-delà de l'identité des assassins, n'est pas chose impossible.

Premier élément, la politique du tout tourisme voulu par l'UMP et, par la même occasion, le démantèlement des lois de protection des espaces naturels et en particulier la loi dite « Littoral ». Le tout évidemment sur un mode ultralibéral. Dans ces brèches désormais ouvertes se sont engouffrés des capitaux en mal de recyclage. Les appétits se sont aiguisés et la spéculation immobilière n'a jamais été aussi forte. Deuxième élément, l'émergence de nouvelles bandes et les fractures apparues entre celles du milieu plus ancien.

D'autres espaces attisent également les convoitises. Les marchés publics concernant les grands travaux donnent lieu à d'étranges répartitions. Le tout se déroulant dans un contexte social marqué par le chômage de masse (les jeunes en particulier) et des salaires nettement inférieurs au reste de l'hexagone.

Depuis des décennies, l'État français a cherché à résoudre les problèmes posés par la revendication nationale. La répression a partiellement échoué. Les combinaisons politiques également. Plutôt que d'ouvrir un véritable processus de règlement politique en accédant aux légitimes revendications du mouvement national, c'est aux réseaux occultes qu'a été confié la tâche consistant à affadir et à dévoyer les mobilisations. Les diverses directions qui se sont succédé à la tête des formations nationalistes n'ont pas su s'opposer aux manœuvres de l'État. La Corse en paye le prix fort, car largement au-delà du grand banditisme c'est toute une société qui voit des hommes perdre la vie dans une actualité où le développement de mobilisations sociales et politiques bute sur une démolition de masse.

Serge Vandepoorte

1. JIRS : juridiction inter-régionale spécialisée de Marseille, chargée notamment des affaires touchant au grand banditisme corse.

LES INDIGNÉS DE TEL AVIV



ISRAËL

Nouvelles élections sur fond de bruits de bottes

À la demande du gouvernement, le parlement israélien vient de voter la loi de dissolution et de fixer les prochaines élections parlementaires pour le 22 janvier prochain.

Rien ne menaçait la stabilité de la coalition de droite au pouvoir depuis trois ans : la droite extrême voit ses objectifs réalisés et toutes les tentatives de mettre un frein à ses projets colonisateurs, par la Cour suprême par exemple, sont mis en échec par de nouvelles lois totalement antidémocratiques ; les partis religieux intégristes sont inondés d'aides pour leurs institutions (et les poches de certains de leurs dirigeants) ; quant à l'opposition du centre (Kadima) et du centre gauche (les restes du parti travailliste et le Meretz), elles sont dans un état de décomposition sans précédent. Tous les sondages le confirment, la droite a de bonnes chances de se renforcer encore aux prochaines élections, même si, au sein de cette droite, le Likoud peut perdre quelques points au profit de ses alliés encore plus à droite. Alors pourquoi dans ce cas des élections anticipées ?

Un rempart électoral aux pressions américaines et à la grogne populaire

La première raison est liée à un trait de caractère de l'Israélien qui n'aime pas attendre et adore l'excitation qui accompagne les redistributions de cartes. C'est une des raisons pour lesquelles depuis les années soixante-dix toutes les élections ont été anticipées.

La seconde raison est d'ordre stratégique : tout en espérant une victoire de Romney

aux élections présidentielles étatsuniennes, et en s'investissant publiquement dans cette campagne, Netanyahu sait qu'Obama a de bonnes chances d'être réélu. Dans ce cas, il pourrait être tenté de mettre en œuvre les lignes développées dans son discours du Caire et de régler quelques comptes avec les néoconservateurs israéliens qui n'ont pas hésité à l'humilier publiquement à plusieurs occasions. Le chef du Likoud veut pouvoir opposer à d'hypothétiques pressions américaines un mandat populaire le plus large possible.

La troisième raison est liée au contexte social israélien. Si pour l'instant l'économie israélienne est épargnée par la crise et que les indicateurs économiques utilisés par les institutions financières internationales sont plutôt positifs, les risques d'un mouvement social sont réels. Certes, les grandes mobilisations de l'été 2011 n'ont pas pu être renouvelées l'année suivante, mais le sentiment général dans le public, et en particulier les classes moyennes, est que les maux qu'ils dénonçaient, à savoir les effets d'un néolibéralisme débridé et d'une dérégulation généralisée, n'ont fait qu'empirer. Netanyahu est un intégriste du néolibéralisme comme on n'en fait plus, un ami des riches qui ne cache pas son mépris envers les couches populaires. Même les timides recommandations de la Commission Trachtenberg que Netanyahu

avait été obligé de mettre en place à la suite des immenses manifestations de l'été 2011 ont été rejetées par le gouvernement, et nombreux sont les Israéliens qui se déclarent prêts à sortir une fois de plus dans la rue, mais cette fois-ci ouvertement contre le gouvernement.

Un réveil nécessaire

Ce qui, par contre, est moins évident, c'est l'éventuel réveil d'un mouvement antiguerre susceptible de créer un mouvement efficace contre une attaque dite préventive contre l'Iran. Le paradoxe de ces derniers mois, c'est que, à l'exception de quelques centaines de militants, l'opposition à la guerre provient des cercles militaires – anciens généraux et chefs des services de renseignements dont les prédictions catastrophistes en cas d'attaque contre l'Iran font les titres des quotidiens. Si les sondages montrent une large majorité contre la guerre, rares sont ceux qui expriment leurs craintes à travers la mobilisation. Tout se passe comme si on faisait confiance à Obama pour calmer le jeu. Mais la question qui accompagne d'une manière récurrente les relations Israël-USA reste d'actualité : qui bouge qui, le chien américain bouge-t-il la queue israélienne, ou, comme le disait Ariel Sharon, « chez nous c'est la queue qui arrive souvent à faire bouger le chien ».

Michel Warschawski

LONDRES

Une manifestation plus petite mais plus militante

Samedi dernier, le 20 octobre, plus de 100 000 personnes ont participé à la manifestation appelée par le TUC pour « un futur qui marche ». Le mouvement syndical anglais se mobilisait dans une de ses rares confrontations politiques avec le gouvernement. Il a réussi à rassembler des milliers de membres de branches syndicales, des groupes étudiants et des comités contre l'austérité.

Cette manifestation était bien plus petite que la précédente, la « marche pour l'alternative » en mars 2011 bien que l'austérité se soit aggravée durant les 18 derniers mois, la pauvreté aussi ainsi que la guerre de classe menée à nu par les conservateurs. À cette occasion, le TUC avait mobilisé près de 500 000 personnes. Dans son discours, Mark Serwotka, secrétaire général du PCS, disait : « nous sommes dans une situation pire qu'il y a dix huit mois ». Il avait raison. Cependant, il y a un paradoxe. Lors du rassemblement de Hyde Park, les leaders de plusieurs syndicats importants ont fait référence explicitement à la perspective d'une grève coordonnant les différents secteurs. Parmi eux, Mark Serwotka, Len McCluskey et Bob Crow de RMT. Rejoints par Christn Blower du NUT et, plus étonnant, par Dave Prentis d'Unison, le plus grand syndicat du secteur public. Toutes ces références à une action militante coordonnée ont été bien accueillies par le public dont une large fraction souhaitait faire quelque chose de plus pour défendre leur emploi, leur retraite, leur quartier que de marcher à travers le centre de Londres tous les 18 mois.

Le leader travailliste Ed Miliband prit aussi la parole. Il fut salué chaleureusement par une large partie de la foule mais il reçut un accueil agité quand il alla plus loin. Il reconnut tout à fait la nécessité des coupes budgétaires et ne promit rien de plus que de répartir le fardeau de quelques-unes de ces mesures sur les plus riches. Sur ce point, la réaction du public devint réellement hostile. Néanmoins, le fait le plus dur est que la grande majorité de ceux qui l'ont hué voteront travailliste aux prochaines élections dans l'espoir d'être débarrassés des conservateurs. Comparée à la mobilisation en Grèce, dans l'État espagnol, au Portugal et en Italie, la contestation en Angleterre est plus faible, plus résignée. Beaucoup de ceux qui étaient là sont venus parce qu'ils pensaient que c'était ce qu'il fallait faire. Ils ne pensent pas que la « direction » du TUC propose une voie pour aller de l'avant. Cependant le nombre de manifestants, bien que beaucoup plus faible que l'année dernière, indique qu'il existe une fraction du monde du travail, de militants, en colère, organisés, qui voudraient engager en réel combat contre l'offensive des conservateurs sur l'austérité. Le temps est venu de passer des discours sur la nécessaire action concertée dans l'industrie à une sérieuse discussion sur les moyens d'y parvenir.

Liam MacQuade

AFGHANISTAN Une sale guerre sans fin

Dimanche, Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, a annoncé, avec son auto-satisfaction coutumière, que le retrait des troupes combattantes françaises d'Afghanistan s'achèvera « probablement en novembre [...] ce sera fait, plus vite que ce qui était prévu ». Ce retrait est loin d'annoncer la fin de la guerre y compris pour les troupes françaises.

Leur intervention continuera sous la forme d'une « aide civile », la mise en application du traité dit « de coopération et d'amitié » qui précise l'aide civile et militaire de Paris à Kaboul. Il a été signé le 27 janvier par le chef de l'État afghan Hamid Karzaï et Nicolas Sarkozy et ratifié le 25 juillet par la majorité de gauche. Les 2 000 soldats qui resteront jusqu'à fin 2013 assureront des tâches de police et la formation,

l'encadrement des troupes afghanes. L'accord comprend aussi des projets liés à la santé, l'éducation, l'agriculture, le développement des infrastructures et du secteur minier évalués à plus de 300 millions d'euros, des marchés pour les patrons français. La guerre rapporte et continue. La guerre continue avec son cortège de drames, de morts, d'attentats. Récemment un attentat à la voiture piégée contre une base de l'Otan et de l'armée afghane a fait de nombreuses victimes. Il s'inscrit dans une suite d'attentats ou d'attaques dites de l'intérieur, c'est-à-dire venant de soldats ou policiers afghans contre les troupes de l'Otan qui les encadrent. Ces derniers ont fait 53 morts depuis le début de l'année. L'ensemble de la situation se dégrade. La misère accentue l'oppression en particulier contre les femmes.

Il y a peu, une jeune femme a été décapitée par sa propre famille parce qu'elle refusait de se prostituer. Les violences contre les femmes sont courantes. La majorité de la population vit dans la pauvreté, un enfant âgé de moins de cinq ans sur deux souffre de malnutrition chronique. L'aide à la population nourrit la corruption alors que des milliards sont engloutis dans la guerre.

Le retrait de l'ensemble des troupes de l'Otan annoncé pour début 2014 par Obama n'est nullement assuré. Il ne signifierait que la continuation de la guerre par les troupes afghanes sous la tutelle de celles de l'Otan restées sur place. Cette dernière considère l'Afghanistan comme « un bastion pour des activités terroristes contre les pays d'Asie centrale » en lien avec la production et le trafic de drogue, une

justification selon elle pour prolonger, si les USA le jugent nécessaire, la présence d'une grande partie des troupes.

Les chefs de l'Otan disent clairement que le dispositif militaire qui demeurera après 2014 dépendra de la situation de « sécurité » dans le pays, c'est-à-dire de la capacité de l'Otan à en garder le contrôle. Il ne s'agit nullement de laisser le peuple afghan décider de son sort ni d'aider au développement du pays mais de s'en assurer le contrôle tout en engageant, sous couvert d'aide, une politique de pillage des richesses locales en particulier minières. Intérêts géostratégiques des USA et de leurs alliés se combinent avec leurs intérêts économiques dans la négation des droits des peuples d'Afghanistan.

Yvan Lemaitre

... toujours dans l'inégalité

avait déclaré Hol-
 puisque seul un
 «renouvellement
 es publics, école,
 par la suite repris
 entité

des politiques de l'emploi... «Fléchage»: si cela veut dire quelque chose, ce n'est sûrement pas interdiction des licenciements et arrêt des fermetures d'usines. Pour l'éducation, on a vu qu'on manque toujours d'enseignants dans le 93, par exemple, puisque les postes supprimés par Sarkozy le sont toujours. Et pour que les services publics «reviennent», encore faudrait-il abroger les lois privatisant la poste, démantelant la santé, etc. Cette gauche-là n'en a visiblement pas la volonté!

Circulez, y a rien à voir!

Promis! Hollande allait lutter contre les contrôles au faciès: il serait remis au contrôlé une attestation, un récépissé, lui permettant de ne pas ressortir ses papiers pour la énième fois de la journée. Rappelons que les noirs auraient six fois plus de «chances» de se faire contrôler que les blancs, les Arabes sept fois plus.

Une promesse vite annulée à cause des pressions de la police, et de la CNIL qui y a vu un danger de fichage (mais on attend encore son avis sur tous les systèmes de fichage). Pourtant le système fonctionne comme le montrent les expérimentations menées dans plusieurs pays dont deux villes espagnoles. Au début de l'expérience, les personnes d'origine marocaine avaient 9,6 fois plus de risques d'être contrôlées. Deux ans plus tard, cette statistique a chuté à 3,4 dans la ville de Fuenlabrada. Dans le même temps, l'efficacité des contrôles, c'est-à-dire ceux ayant mené à une interpellation, a triplé...

Sur le terrain des droits, cette gauche-là est donc aussi aux abonnés absents.

Isabelle Guichard

le même accès à
 n... Le ministre de
 banlieues: retour
 ionale, «fléchage

LA ZONE EN CHIFFRES

- 751 zones urbaines sensibles
- 2 492 quartiers en contrats urbains de cohésion sociale
- 8 millions d'habitants
- 1/3 sous le seuil de pauvreté
- 42 % des moins de 25 ans au chômage
- 1/4 renonce à des soins pour raisons financières
- 60 % des ménages sont locataires en HLM
- 1 adulte sur 6 sans aucune couverture maladie (le double du reste de la France).

R VA CRAQUER !

Rencontre

Mohamed Bensaada, militant marseillais de terrain, membre de l'association « Quartiers Nord/Quartiers forts », a répondu à nos questions.

Marseille a fait l'objet d'une attention particulière du gouvernement et des médias ces dernières semaines, présentée comme « une enclave de la République », quelle est la réaction d'associations telles que QNCF face à ce barrage médiatico-politique ?

Nous sommes d'abord passés (comme d'habitude) par une phase de colère, puis, devant la répétition incessante de ce « jeu » mass media/réaction politique, nous avons essayé d'analyser cette relation quasi incestueuse que Chomsky a par ailleurs déjà parfaitement défini dans *la Fabrique du consentement*. Pour l'heure nous essayons de trouver une stratégie de contournement intellectuel à ce « bombardement » d'infos traitées uniquement sous le prisme sécuritaire, dont le but final est d'ancrer dans l'opinion publique la conviction ou la certitude que les quartiers populaires sont des zones de non-droit et que par conséquent « l'État d'exception » s'y justifie logiquement. On a récemment entendu une élue, pourtant issue de nos quartiers, demander le recours à l'armée. Et aussi politiquement débile que soit cette sortie médiatique, elle résume la médiocrité de la réflexion de certains responsables, elle n'en est pas la caricature, mais juste l'expression décomplexée et... décérébrée. Les mots sont importants et si le mot « enclave » a été utilisé, c'est à dessein, pour exagérer l'impression d'enfermement et justifier a posteriori les politiques sécuritaires. De plus il faudra bien qu'on nous explique ce que veut dire « République » dans la bouche du gouvernement, de l'UMP, du PS ou du FN, nous avons de plus en plus l'impression, vu d'ici, qu'il s'agit d'un mot creux, que les politiques sortent à chaque fois qu'ils n'ont pas grand-chose à dire. Pour nous la République n'existe pas si elle ne sanctifie pas le principe d'égalité! Elle ne fonctionne pas si elle s'accommode de l'injustice sociale, des discriminations et si ceux qui prônent la fermeté et la dureté pénale tolèrent le clientélisme, l'affairisme et l'instrumentalisation communautariste sans broncher!

Face aux discriminations sociales et raciales fortement présentes dans la ville, quelles solutions portent les acteurs associatifs, les travailleurs sociaux, etc. ?

Les acteurs associatifs et les travailleurs sociaux ne peuvent que stimuler la réflexion politique, réorienter le débat, relever les incohérences et dénoncer les dérives systémiques. À QNCF nous essayons de « formaliser » ce ressenti partagé par une multitude de nos concitoyens. Nous aidons à l'organisation de la contestation et à la formulation de propositions.

À Marseille, les discriminations sociales et raciales sont intimement liées, difficilement dissociables: les noirs, les Arabes, les Roms constituent la grande majorité des effectifs de populations paupérisées, et de fait, à Marseille peut-être encore plus qu'ailleurs, sont facilement « ostracisées ».

Les lois SRU, qui imposent un quota de logement social aux communes, partent d'un bon sentiment, mais elles ne tiennent pas

compte de l'enjeu de société majeur qui est le « vivre ensemble ». À Marseille les logements sociaux sont à 80% répartis dans quatre arrondissements (13, 14, 15 et 16) et donc cette fameuse « mixité sociale » ne se réalise jamais: les populations de pauvres vivent et crèvent entre pauvres pendant que les classes aisées fréquentent les mêmes écoles, de la maternelle au lycée, vont dans les mêmes facs, se soignent dans les mêmes cliniques, se marient entre elles et se reproduisent entre elles. Peut-être plus qu'ailleurs le séparatisme social est une réalité. En termes de propositions visant à désamorcer la bombe ségrégationniste marseillaise, nous sommes pour que le taux de logement social s'applique à chaque arrondissement, nous sommes aussi pour la légalisation du cannabis pour enfin sortir de l'hypocrisie prohibitionniste, nous militons pour la tenue d'états généraux politiques pour dénoncer et surtout en finir avec les sports locaux tels que le clientélisme, le népotisme, l'affairisme et la gestion coloniale d'une partie de l'électorat marseillais...

En ce moment, certaines associations (re)commencent à s'organiser ensemble et appellent à un rassemblement le 17 novembre, peux-tu nous en dire plus ?

Il faudrait un article entier pour en parler, il s'agit d'une démarche autonome initiée par des acteurs associatifs et des habitants du « Grand Saint-Barthélémy », qui vise à reprendre en main la rénovation urbaine que beaucoup vivent comme une agression, parce que cette dernière se fait sans la concertation des habitants. C'est, au-delà des aspects techniques, une formidable preuve de mépris institutionnel dans lequel sont tenues ces populations. Du coup et au terme de palabres sans fin destinées à gagner du temps et à mettre les habitants devant le fait accompli, certains (dont nous sommes) ne se résignent pas et participent à la re-modulation du rapport de forces: les urnes ne sont pas tout, et d'ailleurs la légitimité démocratique des élus français est une notion très relative; donc le dialogue sort des salons feutrés des bailleurs pour se déplacer dans la rue... et plus si affinités.

Propos recueillis par Kevin Vacher



Marseille

« droit dans le mur »¹

nt être utilisés ici
 nds changements
 s se font dans une
 nsformer Marseille
 t à financiers.

niser pour porter une alternative politique, comme l'illustre l'interview de Mohamed ci-contre. Préservation écologique et populaire des calanques, réorganisation du logement social dans un office publique unique, nettoyage du racisme institutionnel et des logiques clientélistes, politique de lutte contre la désindustrialisation qui touche la région depuis des décennies et le chômage de masse (un emploi industriel créant trois emplois indirects, un emploi dans la finance en créant un seul)... c'est dans le cadre d'une politique nationale antiraciste et de justice sociale que doivent se régler les problèmes de Marseille. La création d'une métropole annoncée par Ayrault ne sera, elle, qu'un nouvel outil institutionnel pour développer les politiques décrites ici à l'échelle du département, aspirant ainsi les budgets des communes environnantes.

Volontairement, nous n'avons pas évoqué ici les problèmes « d'insécurité » tant ils ne sont qu'un simple reflet de la crise sociale et politique que connaît la ville. Les militants anticapitalistes ont bien du retard à rattraper face à l'ampleur des attaques, mais en compagnie des forces militantes des quartiers populaires qui ne demandent qu'à trouver une forme d'organisation commune alternative au PS manipulateur et clientéliste, un projet anticapitaliste pourrait trouver une force inouïe, comme l'avait démontré l'engouement autour du lancement du NPA.

Kevin Vacher

1. Slogan de la campagne du Collectif Inter Quartiers, composé d'associations des quartiers Nord, en référence à la campagne de la mairie visant à promouvoir ses nouveaux grands projets.
2. Interview parue dans *La Tribune*, 2001
3. Voir *Tout est à nous !* n°164

if et militant qui
 al, de nombreux
 à s'unir et s'orga-



www.europalestine.com

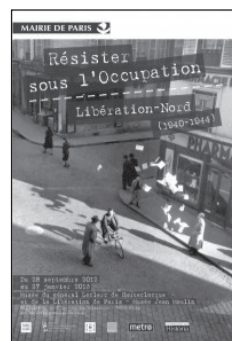
Alors que le gouvernement israélien bombarde une fois de plus la bande de Gaza, les droits des Palestiniens sont bafoués dans tous les domaines. Y compris celui du sport. En effet, le championnat d'Europe de football des moins de 21 ans doit se tenir en Israël en 2013, et celui des femmes de moins de 19 ans en 2015. Or, parmi les nombreuses victimes palestiniennes du régime israélien se trouvent des footballeurs et des footballeuses : emprisonnés, tués, privés de stade... Le boycott sportif du régime d'Israël entre pleinement dans la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS).



MUSIQUE
LA SUITE
1.9.9.5.

Polydor
Ce groupe parisien (en concert à l'Olympia le 29 octobre) sait parfaitement manier son art et jouer des codes du hip-hop. Issu de la génération des Open mic (les soirées micro ouverts où tous peuvent tenter leur chance devant le public) et du tout-numérique, il restitue malgré tout avec une certaine légèreté et dextérité les bonnes leçons apprises en accéléré auprès des aînés américains (De la soul, etc.) et français (Rocé, Triptik, etc.). S'appuyant sur les productions et les instrus impeccables de DJ Lo', Alpha Wann ou encore Sneazzy West apportent la touche finale à ce rap dédié avant tout à la fête et au plaisir de la rime. Loin des sirènes de la hype et des caricatures raciales, ils semblent tenir bon la barre des bonnes intentions adolescentes de leur début et sans prise de tête du chantage à la pureté de l'underground. En attendant l'album, voici donc un huit titres et une tournée en guise d'apéritif sonore.

King Martov



EXPO
RÉSISTER SOUS L'OCCUPATION : LIBÉRATION-NORD (1940-1944)

Musées Leclerc, de la libération de Paris et Jean Moulin Jusqu'au 27 janvier 2013
Aujourd'hui, on oublie un peu que *Libération*, créé en 1973, reprenait le titre du journal dirigé par d'Astier de la Vigerie et diffusé par le réseau Libération-Sud. *Libération-Nord* fut son prédécesseur et son équivalent, éditant sans interruption 190 numéros de son hebdomadaire tout au long de l'Occupation. Propagande mais aussi renseignement et opérations armées, c'est à quoi se livrèrent ses membres issus de la gauche socialiste ou chrétienne, dominés par le philosophe et mathématicien Jean Cavaillès, exécuté en février 1944 au terme de six mois de tortures. Ce qu'était alors résister, devant une pénurie à peu près totale et une surveillance omniprésente, cette exposition le montre bien par la modestie des documents réunis, émouvants à ce titre comme à bien d'autres. Mais aujourd'hui? C'est la question qu'elle induit discrètement.

Gilles Bounoure



LIVRE
UNE HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
Éric Hazan

La Fabrique Paris / 22 Euros
Amoureux du Paris révolutionnaire, le citoyen Hazan vient de parachever son œuvre sur la Révolution française. Une œuvre modeste où l'auteur s'efface devant la grandeur des faits et des discours devenus un instrument politique nouveau, un acte politique. Il s'emploie à passer de l'Assemblée nationale aux sans-culottes, à montrer les mécanismes qui conduiront à la Terreur, tout en suivant la stricte chronologie d'événements en fusion. Éric Hazan emploie aussi des chemins de traverse, des excursus, sur des questions problématiques, les Enragés, les femmes ou le cas de Robespierre. Le mouvement de déchristianisation de brumaire An II entame cette révolution culturelle qui changea l'espace et voulut modifier jusqu'au temps. L'auteur conclut avec le 9 Thermidor la phase incandescente de cette comète qui ne finit pas de brûler au firmament du bonheur commun.

Christophe Goby



MUSIQUE
LANDING ON A HUNDRED
Cody ChesnuTT

Polydor
Son nom n'est pas foncièrement familier du grand public. Ce dernier peut vaguement le connaître ou du moins découvrir qu'il fut l'auteur de « The Seed », titre magnifié version hip-hop/rock par The Roots voici dix ans. Depuis, plus de nouvelles. On craignait de devoir le ranger dans la triste rubrique des espoirs avortés de la scène soul US aux côtés de D'Angelo ou encore Bilal. Mais heureusement il semble être revenu, voire ressuscité, dans la partie musicale. Et de quelle manière ! Son second album a tout pour devenir l'une des plus belles réussites de 2012, qui touchait pour l'instant, sur ce registre, à sa fin. Oscillant entre la soul de Marvin Gaye et le blues électrique d'Hendrix, il explore en douze morceaux toutes les nuances stylistiques entre ces deux influences prestigieuses.

K. M.

Essai

LA HAVANE DANS LES RUES ET DANS LE TEMPS FRANÇAISE ESCARPIT

Éditions Elytis
144 pages
17 euros



À l'instar de son père Robert, célèbre billettiste du *Monde*, Françoise Escarpit est passée de l'enseignement universitaire au journalisme, notamment pour *Sud-Ouest*, *la Dépêche*, *Politis*, *le Monde diplomatique* et divers journaux étrangers. Correspondante permanente de *l'Humanité* à la Havane de 1989 à 1992, puis jusqu'en 2002 à Mexico d'où elle suivait l'ensemble de l'actualité latino-américaine, elle a également accompagné le développement du mouvement zapatiste, auquel elle a consacré un livre (*Marcos sous le passe-montagne*, Syros, 2006). Elle n'a cessé depuis lors de soutenir ou d'animer des actions de solidarité en faveur des opprimés du continent, spécialement en Colombie, où elle est allée observer les infractions les plus criantes à la Charte internationale des droits de l'homme. Mais au lieu de livrer un ouvrage de plus sur la situation présente de Cuba, elle a fait le choix, largement supérieur, d'évoquer ce pays à travers sa capitale, ses rues et surtout son histoire, mêlée à son propre parcours qui l'a conduite à apprendre fort tard qu'elle avait séjourné dès l'âge de deux ans à La Havane, lors d'une escale de ses parents gagnant les États-Unis, et qu'elle y comptait même des parents éloignés. « Combinant » à la façon des peintres américains (et des journaux) photographies, récits, chansons, « encadrés » sur les sujets les plus divers, F. Escarpit allie heureusement les notations personnelles et les remarques issues de sa longue expérience de journaliste, telle sa description du vieux quartier chinois de la Havane, laissé en déshérence jusqu'à ce que les autorités de Pékin se soucient de le ranimer, brève et belle leçon d'analyse géopolitique. Elle se garde de conclure, laissant ce soin à Eduardo Galeano, dans un texte datant de 2003 mais qui n'a pas vieilli : « Cuba fait mal ». Ce livre original et attachant ne vieillira pas non plus.

Gilles Bounoure

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

Qui nous protégera de la police ?

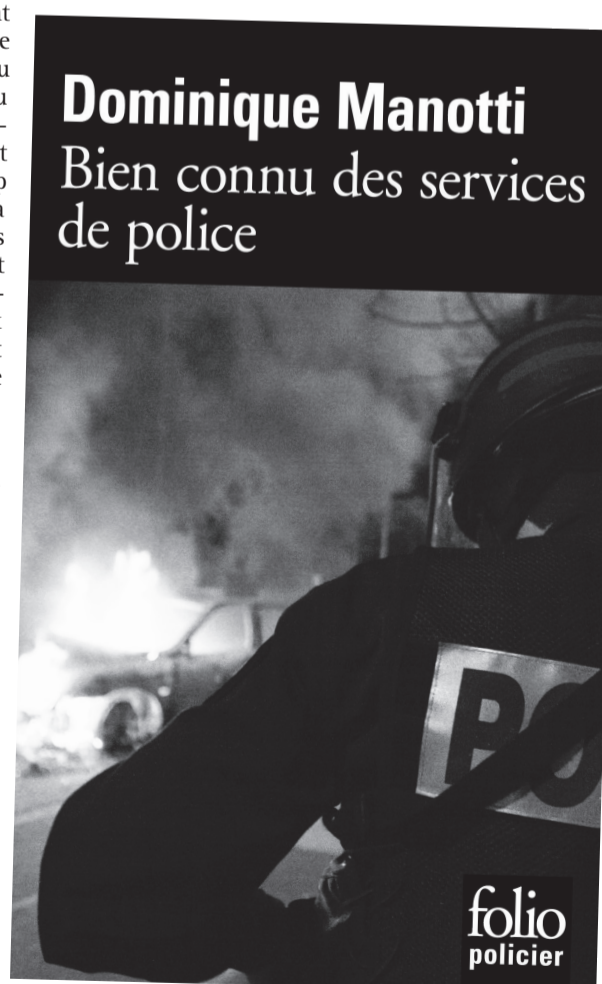
Bien connu des services de police, *Dominique Manotti, Folio policier, Gallimard, 2011, 240 pages, 5,95 euros.*

Après les règlements de compte liés au trafic de drogue, voilà Marseille devenu le théâtre de la grande tragédie policière. Alors que l'État annonçait le renforcement des effectifs des forces de l'ordre dans un certains nombre de quartiers prioritaires, avec comme objectif de ramener l'ordre républicain, la brigade anticriminalité (BAC) des quartiers Nord se retrouve éclaboussée par une sombre histoire de corruption. Après l'affaire Neyret à Lyon, voilà qui commence à faire tâche et n'est pas vraiment fait pour rassurer le citoyen sur l'intégrité des forces publiques. Mais tout ceci est-il vraiment une surprise ? Toujours est-il que cela nous fournit une excellente occasion de parler du roman que Dominique Manotti a consacré à l'institution policière. *Bien connu des services de police* est construit comme une immersion au cœur d'un imaginaire commissariat de banlieue, le commissariat de Panteuil. De façon symptomatique, le récit s'ouvre sur les magouilles nocturnes de la BAC de Panteuil dans un parking désert ou presque, en bordure de périphérique, puisque la petite équipe vient y récupérer sa part du commerce sexuel qu'elle protège. Leurs activités interlopes ne sont pas officielles, bien sûr, mais comme l'évoque le titre, comme beaucoup d'autres choses, elles sont bien connues des services de police. Mais les enjeux politiques autour de la sécurité et du renouvellement urbain prennent le pas sur tout le reste. Une réalité qu'incarne parfaitement la commissaire Le Muir, femme ambitieuse qui gravite dans les cercles du pouvoir et est invitée dans les cercles de réflexion du sarkozysme en pleine ascension. En plaçant son roman au cours de l'année 2005, l'auteure propose

aussi une explication à l'embrassement des banlieues, produit d'une sorte de « stratégie de la tension » élaborée au plus haut niveau de l'État. Au milieu de ce panier de crabes, le lecteur rencontre de jeunes recrues qui prennent leur premier poste. Mal encadré, trop vite formé, la confrontation avec la réalité est brutale. Ils sont loin les idéaux de justice pour tous, surtout quand ils découvrent que les délinquants ne sont pas forcément ceux que l'on croit. Certains s'adaptent rapidement, d'autres s'efforcent de conserver leur intégrité, quelques-uns craquent. L'auteure parvient à traiter ce quotidien policier sans caricaturer, mais sans rien laisser dans l'ombre pour autant : sexisme, homophobie, racisme cohabitent avec le dévouement républicain et l'intégrité. L'ensemble de l'ouvrage dresse un portrait sans concession de l'institution policière et de ses dérives, et nous montre un monde dans lequel ce sont rarement les gentils qui gagnent. Mais ce réquisitoire sans appel, qui se place du côté des exploités¹, Manotti parvient à le dresser en traitant l'ensemble de ses personnages avec une profonde humanité. Et elle poursuit par là son travail de critique sociale sans concession qu'elle a inauguré avec *Sombre sentier*.

Henri Clément

1. On relira en complément l'entretien avec Dominique Manotti, recueilli par Dominique Angelini, paru dans le n° 129 de *Tout est à nous* ! du 22 décembre 2011.



IMMIGRÉS

Les chiffres ne disent rien par eux-mêmes

La publication par l'Insee d'un ouvrage « Immigrés et descendants d'immigrés en France » mérite qu'on s'y attarde, tant pour son contenu que pour les commentaires qu'elle a suscités. L'ambition affichée dans le communiqué de presse présentant cet ouvrage n'est autre que de faire le point sur « la situation des immigrés et de leurs descendants en France en matière de démographie, de flux migratoires, d'éducation, d'emploi et de conditions de vie ». Vaste programme !

Le communiqué pointe trois faits qu'on pourrait aisément ranger dans la catégorie des évidences s'ils ne remettaient pas en question les fondements mêmes de la politique migratoire de nos gouvernements successifs et ne donnaient pas matière, d'autre part, à des interprétations tellement diverses qu'elles nous renvoient, au-delà des chiffres, à la seule chose qui, en définitive fasse sens : le positionnement politique.

En premier lieu, il est en effet relevé que « les caractéristiques sociodémographiques des immigrés et de leurs descendants sont très variées et dépendent notamment de l'origine géographique (UE27/hors UE27), des motifs (professionnels, familiaux...) et des circonstances de la migration ».

L'accent est mis par ailleurs sur les interactions entre les origines et l'éducation, l'emploi et la résidence.

On serait tenté de dire qu'il n'y avait peut-être pas besoin d'un rapport de l'Insee pour cela ! À ceci près qu'on pourra se tourner alors vers ceux qui, en très haut lieu (ô la gauche !), ont jugé bon de mettre « l'immigration » sous la coupe du seul ministère de l'Intérieur (vous avez dit « caractéristiques très variées », « interactions » ?). Et on pensera peut-être également à une première réponse à faire à ceux qui parlent en toute généralité des « immigrés » et des « problèmes » qu'ils leur posent.

Enfin, le communiqué note que les descendants d'immigrés « connaissent des situations plus favorables que les immigrés, mais plus difficiles que les personnes ni immigrés ni descendantes d'immigrés » et « rencontrent cependant des difficultés importantes pour accéder à l'emploi ». Mais concernant cet accès à l'emploi, l'Insee souligne que « les inégalités sociales conservent un rôle explicatif non négligeable. En particulier, la formation initiale constitue une cause de différenciation importante dans l'accès à l'emploi des jeunes nés et scolarisés en France ». Or, en ce qui concerne la formation initiale, précisément, il est observé que les parcours sont « fortement influencés par les inégalités sociales et les ressources scolaires familiales » (tiens ! et que, par exemple, « à caractéristiques sociodémographiques semblables, les inégalités liées à l'origine face au baccalauréat disparaissent presque toutes ». Si ces résultats sont loin d'être, à proprement parler, surprenants, les commentaires auxquels ils donnent lieu ne manquent pas d'intérêt. En la matière, la palme revient sans conteste à celui du FN qui a publié un



communiqué se fondant sur le rapport pour affirmer : « Contrairement aux affirmations souvent colportées, les personnes d'origine immigrée ne sont nullement pénalisées, s'agissant notamment de l'accès aux études supérieures ou à l'emploi » et citer à l'appui de cette proclamation la phrase : « quand l'origine sociale, le niveau de diplôme des parents, la structure familiale et la taille de la fratrie sont pris en compte, la réussite dans le secondaire des enfants d'immigrés n'est pas moins bonne que celle des descendants de natifs ». Le communiqué du FN ajoute : « En revanche, ce rapport indique que la discrimination liée aux origines sociales reste une réalité. Or, c'est précisément de celle-là dont on ne parle jamais ! ». Et de conclure : « Le Front national considère que la lutte contre les discriminations dont les Français les plus modestes sont les victimes doit être une priorité politique, en restaurant les valeurs républicaines et en refondant l'école sur la méritocratie ». On reste pantois devant le renversement auquel il est procédé : à partir d'une phrase dont l'intention évidente est de battre en brèche les préjugés qui essentialisent les difficultés des enfants d'immigrés, le FN se prétend conforté dans sa négation des discriminations ethniques et

parvient à développer un discours démagogique embarquant sans peine les fameuses « valeurs républicaines » et renvoyant sans fausse honte à une idéologie méritocratique. Nous n'avons là toutefois qu'une illustration un peu caricaturale de l'usage (ou du mésusage) de statistiques dont « l'objectivité » ne permet en rien de se départir d'une approche politique. Quand de surcroît, les données, dans leur multitude, ne parviennent pour l'essentiel au public qu'à travers le filtre des médias et des organisations politiques qui les sélectionnent et les diffusent au prorata de leur influence, on peut douter de leur capacité à renouveler les termes du débat. Ainsi, alors que la majorité des commentaires de la presse portent sur la « diversité » (le mot à retenir selon le Monde) et, selon les cas, les « difficultés » ou les « inégalités » des enfants d'immigrés sur le marché de l'emploi voit-on le Figaro s'intéresser de près aux données démographiques, aux flux migratoires et à l'importance numérique particulière de la « deuxième génération » en France. Aucun de ces choix n'est innocent. Il conviendra donc de revenir sur ce dossier pour procéder également à notre propre lecture politique des statistiques qui nous sont livrées.

François Brun

Succession de Thibault: Thierry Le Paon, la continuité par défaut

Ainsi c'est Thierry Le Paon, représentant de la CGT au Conseil économique social et environnemental qui semble devoir être le prochain secrétaire général de la confédération.

Les militantEs de base de la CGT sont peu affectés par les péripéties de la succession de Bernard Thibault. Tout juste l'étonnement devant ce qui apparaît comme une énorme perte d'énergie et l'agacement provoqué par les remarques ironiques des patrons ou des militantEs des autres organisations syndicales. La décision finale reviendra au Comité confédéral national qui se prononcera par vote les 6 et 7 novembre.

Ainsi donc la tragi-comédie se termine sans que les enjeux politiques apparaissent clairement.

Tout juste peut-on mettre en avant le fait que Thierry Le Paon est le candidat, certes par défaut, de Bernard Thibault, mais permet de repousser définitivement la candidature d'Éric Aubin. Ainsi la position de Le Paon apparaît d'ores et déjà fragilisée par les soubresauts de sa désignation et aussi par les rumeurs plus ou moins organisées autour de sa personnalité et de sa trajectoire. Sa participation à un cercle confidentiel de dialogue avec le pa-

tronat, le club Quadrilatère, voire ses liens plus improbables avec les cercles francs-maçons font jaser en interne. Ainsi fragilisé, pourra-t-il imposer à l'ensemble de la Confédération les évolutions que Thibault a échoué à faire accepter ? L'évolution des structures professionnelles, territoriales pourrait ainsi être encore repoussée. Mais l'enjeu décisif est le positionnement de la CGT dans le dialogue social initié par le gouvernement et dans lequel se sont d'ores et déjà engouffrées les autres confédérations au côté des représentants patronaux. La trajectoire de Thierry Le Paon n'en fait pas l'homme des ruptures. Pourtant c'est bien une rupture qui est nécessaire : refus du diagnostic partagé qui a plombé les mobilisations sur les retraites ou la défense de la protection sociale. L'acceptation du cadre de discussion dans lequel s'inscrit la mise en place d'un cadre législatif permettant la généralisation des accords emplois-compétitivité est déjà problématique. Toute acceptation des présupposés de tels accords, c'est-à-dire l'acceptation de l'austérité et surtout de la nécessité d'en partager les conséquences, engagerait la confédération sur une voie désastreuse pour les salariéEs.

Robert Pelletier

Le PCF prépare son congrès

Le congrès du PCF aura lieu du 7 au 10 février et le Conseil national du parti vient d'adopter par 82 voix contre 10 et 5 abstentions une « Base commune » avec pour titre : « Il est grand temps de rallumer les étoiles... » du poète Guillaume Apollinaire et comme sous-titre : « Humanifeste du Parti communiste français à l'aube du siècle qui vient ». Comme on peut le voir, le PC se donne un air de changement. Mais il faut distinguer la forme du fond.

Les militantEs vont recevoir après le CN du 21 novembre une brochure de 72 pages avec tous les textes et contributions. Mais c'est un parti en crise, comme d'ailleurs toutes les formations de gauche, qui va se réunir. L'effondrement du stalinisme combiné aux conséquences, notamment sur la classe ouvrière, de la crise exceptionnelle du capitalisme ont contribué à affaiblir considérablement cette organisation.

Regroupé essentiellement autour de ses derniers bastions municipaux, le PCF reste encore une force avec ses 8000 élus et ses 80000 militants. Très affaibli par le score de Marie-George Buffet lors de l'avant-dernière présidentielle, il a su enrayer son déclin en se ralliant à la candidature de Mélenchon en échange des législatives et des prochaines municipales. La dynamique électorale de la campagne du Front de Gauche obtenue, grâce aux qualités oratoires de son porte-parole et à la radicalisation d'une partie de la gauche, est un peu retombée par la suite notamment en réduisant de moitié le nombre de parlementaires PCF.

Aujourd'hui, beaucoup de militants PCF, tout en remerciant Mélenchon de leur avoir sorti la tête de l'eau, regrettent d'avoir été un peu mis sur la touche et gardent une méfiance par rapport à cet ancien ministre PS. Si une partie de la base est de plus en plus hostile à la social-démocratie, la plupart de ses cadres tiennent à ne pas rompre avec le PS aussi bien dans la gestion des régions que des municipalités et ont du mal à supporter les critiques jugées trop dures de Mélenchon.

Le document soumis à la discussion pour le congrès s'efforce de répondre à la fois aux militants radicalisés et à ceux qui se contentent du comportement actuel du Front de Gauche : « ni dans l'opposition ni au gouvernement ». On a donc deux démarches dans le même texte mais avec une conclusion, comme toujours institutionnelle : une partie très longue, très générale mais souvent assez bien argumentée et juste sur la nécessité d'une dénonciation de la crise, du capitalisme, de la collaboration de classe, du racisme. On y trouve aussi des paragraphes positifs sur l'écologie, le féminisme et le besoin de mobilisations et de résistances unitaires. En revanche sur toutes les questions qui fâchent, la direction du PCF a ouvert cinq « fenêtres » qui sont des encarts non tranchés et à discuter comme par exemple des sujets aussi anodins que « être dans l'opposition ou dans la majorité ? », « les dimensions concernant l'avenir du Front de Gauche » ou « les transformations du PCF ». En tout état de cause, le document insiste sur la nécessité de renforcer et de rénover le PCF tout en développant le Front de Gauche sans s'y diluer mais en le transformant en « coopérative » où organisations et individus « pourraient se croiser, chercher ensemble à produire du sens et alimenter la recherche d'une nouvelle perspective politique ». Bref une grande clarté !

Action commune le plus possible et débat fraternel mais sans complaisance, voilà notre feuille de route pour le 36^e congrès du PCF.

Alain Krivine

Cheminots en grève le 25 octobre

À mesure que s'aggrave la crise économique s'intensifient les plans de licenciements dans le privé mais aussi les réorganisations dans le public. À l'image de ce que subit l'industrie, le chemin de fer a connu une baisse massive de l'emploi cette dernière décennie : plusieurs dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés, alors que circulent plus de trains. En plus, la direction de la SNCF multiplie actuellement ses interventions auprès de toutes les instances de l'État pour réclamer un « cadre social harmonisé » entre opérateurs privés et la SNCF. Il suffit de constater le régime de travail imposé par la direction SNCF aux cheminots des filiales pour comprendre ce vers quoi elle souhaite tendre. Augmentation des amplitudes, réduction du nombre et durée des repos, possibilité d'imposer plusieurs découchés d'affilés, etc. Pour les cheminots, il n'est évidemment pas question d'accepter une dégradation de conditions de travail déjà difficiles. Ni de se satisfaire que le salaire minimum d'embauche à la SNCF soit inférieur au Smic ! Nous n'avons pas à céder au discours culpabilisateur sur notre « coût ». C'est notre travail qui fait rentrer un chiffre d'affaires de près de 33 milliards d'euros et des dividendes pour l'État. La réglementation du travail applicable à la SNCF – le RH077 – doit servir de base minimale à améliorer pour les cheminots de toutes les entreprises. C'est pour cette raison et sur des revendications d'emploi et de salaires que les cheminots de la SNCF sont appelés à la grève le 25 octobre. À noter que les cheminots d'Euro Cargo Rail, premier opérateur ferroviaire privé, dans la région Grand Ouest se sont mis en grève récemment contre ces conditions de travail sur lesquelles la direction souhaite aligner les cheminots de la SNCF. C'est la meilleure réponse face au patrons qui brandissent la « concurrence » comme chantage. Une grève bien suivie à la SNCF serait un excellent point d'appui pour la suite.

Axel Persson

Nous n'avons pas à céder au discours culpabilisateur sur notre « coût ».



(PHOTO THÉQUE ROUGE / JULIEN TERRIÉ)

Solidarité Syrie

Pour développer la solidarité avec la révolution syrienne, répondre aux interrogations sur la place des intégristes, le NPA Rouen avait invité un militant syrien, Ghayath Naisse. Il peint avec fougue une révolution populaire devant une soixante de personnes. Ni guerre de religion ni manipulation par l'impérialisme ou le Qatar, la Syrie vit une révolution populaire de masse. Elle seule lui permet de résister à la guerre du régime dictatorial de Bachar el Assad : 40 000 morts, 65 000 disparus, 1,5 million de déplacés. Le peuple résiste avec ses comités de coordination, le peuple et les déserteurs créent l'armée syrienne libre. Bien sûr le danger intégriste existe. Mais sur les 75 000 hommes en arme de l'armée syrienne libre, les médias ne parlent que des trois bataillons, 1 500 hommes, liés aux intégristes. Et ne parle jamais du bataillon Che Guevara ! Pro-palestinien, le dictateur, qui entre en 76 au Liban pour écraser avec les phalangistes le mouvement populaire, encerclé en 1983 la résistance palestinienne et Arafat à Tripoli, alors que le Golan syrien annexé est la frontière d'Israël la plus sûre ? Yehud Barak, ministre israélien de la Défense a dit tout haut ce que pensent les capitales occidentales : « il faut un départ honorable de Bachar El Assad, maintenir l'armée syrienne, les services de sécurité et le parti Baas ». Leur « changement » veut préserver l'ordre établi, le peuple veut se débarrasser de fond en comble de la dictature. C'est pour cela qu'ils n'arment pas l'opposition démocratique syrienne, ils ont peur d'une victoire qui déstabiliserait tous les régimes en place, donnerait un nouvel élan au printemps arabe. D'autant que l'opposition interne refuse

toute intervention étrangère, celle de la Russie et de la Chine qui arme le régime assassin, mais aussi celle des puissances occidentales. Des contacts sont pris avec la LDH pour une réunion unitaire. Soutenir maintenant le combat des organisations laïques et démocratiques syriennes, c'est défendre la révolution, mais aussi éloigner le danger intégriste !

Correspondant



(PHOTO THÉQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

Finances publiques : la saignée continue en 2013

En dix ans, plus de 25 000 emplois ont été supprimés aux Finances publiques (ex. Impôts et Trésor public). Le dernier quinquennat, qui aura entre autres, mis en place la RGPP et la fusion « Trésor-Impôts », a accéléré les suppressions d'emplois où la fameuse règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux a largement été dépassée. Avec le gouvernement Ayrault-Hollande on ne parle plus de révision générale des politiques publiques (RGPP) mais de rénovation de l'action publique... sans pour autant remettre en cause la politique de son prédécesseur ! Pire, en continuant, dans les faits, la même politique de suppression

massive d'emplois sous prétexte de crise et de dette.

Pour la Direction générale des finances publiques (DGFIP) qui n'est pas prioritaire pour le gouvernement, ce sera donc 2023 emplois en moins en 2013, aggravant ainsi un peu plus les conditions de travail des agents. Mais pas seulement ! En effet, ces suppressions massives d'emplois ont désormais des conséquences sur la capacité de l'accueil des contribuables où dans certains endroits, comme par exemple à Saint-Denis (93), les contribuables font en « temps normal » minimum deux heures d'attente avant d'être reçus. La mission de service public est aujourd'hui en danger !

Face à cette situation, à l'appel de toutes les organisations syndicales de la DGFIP, une grève nationale aura lieu le 27 novembre prochain pour l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois. Mais d'ores et déjà, dans de nombreux endroits, des actions, des mobilisations des agents des Finances publiques ont déjà lieu : interpellation des élus locaux, pétition et tracts aux usagers, rassemblement mais aussi grève départementale comme ce sera le cas dans le 93 le 15 novembre prochain.

On le voit, de jour en jour, les agents des finances publiques partout sur le territoire ont décidé de ne rien lâcher et de résister.

Correspondante

Petroplus : non à la liquidation !

Le tribunal de commerce de Rouen a prononcé mardi 16 octobre la liquidation judiciaire de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne. La fermeture de la raffinerie avec ses 550 salariéEs, ses centaines de sous-traitants serait une catastrophe sociale et humaine. L'annonce de la liquidation a fait l'effet d'un coup de tonnerre, tant les principaux responsables syndicaux de l'entreprise avaient misé sur le repreneur basé à Dubaï, Netoil. C'est d'ailleurs cette seule issue qui est encore recherchée par l'intersyndicale qui signe un communiqué commun avec le représentant du groupe Netoil. Ce dernier représentera son dossier d'ici le 5 novembre, date butoir fixée par le tribunal. Les salariéEs sont donc à nouveau, comme depuis des mois, suspendus aux marchandages d'hypothétiques repreneurs tous plus voyous les uns que les autres. Parmi les repreneurs potentiels il y avait par exemple le sulfureux Alafandi Petroleum Group. Mais personne n'oublie que c'est Shell qui s'est débarrassé de sa raffinerie de Petit-Couronne sur Petroplus, spécialiste du rachat de raffineries dont les grands groupes veulent se débarrasser. La Fédération nationale des industries chimiques CGT a bien raison de voir « dans cette liquidation, [...] la main des Majors des industries pétrolières et pétrochimiques (Total, ExxonMobil, Shell, Ineos...) et la

bienveillance complice d'un gouvernement dont les ministres font des ronds de jambe aux universités d'été du Medef ».

Ce gouvernement PS et Europe Écologie-Les Verts (!) a autorisé ce même groupe Shell à reprendre ses forages au large de la Guyane, menaçant les eaux et le littoral de pollutions et de destructions irréversibles. Mais il est incapable de l'obliger à maintenir tous les emplois à Petit-Couronne ! Le gouvernement pourrait, s'il en avait un tant soit peu la volonté politique, contraindre Shell à reprendre Petroplus et l'ensemble de ses salariéEs, sous la menace de la réquisition de ses biens et de ses avoirs en France, du remboursement de toutes les aides publiques...

La menace de fermeture de Petit-Couronne, après celles des raffineries de Flandres, Reichstett, Berre, pose évidemment globalement la question du raffinage. Du côté du Front de Gauche, l'accent est mis sur la questions des importations, sur la nécessité de « raffiner français », sur l'indépendance nationale. Disons le tout net, cette position est pour nous inacceptable surtout au regard de l'héritage colonialiste de la France, du pillage des matières premières, d'Elf et de la Françafrique !

La production et la distribution de l'ensemble de l'énergie doit être indépendante... de la loi du profit. L'énergie doit être accessible à toutes et tous pour satisfaire les

besoins, mais elle doit aussi être gérée en fonction des impératifs écologiques et en particulier de l'impératif de lutte contre le réchauffement climatique qui exige de réduire l'utilisation du pétrole et des énergies fossiles. Cette transition énergétique qui implique aussi une politique radicale d'économie d'énergie en particulier dans les logements et les transports, la sortie du nucléaire et le développement des énergies renouvelables, ne peut se faire que dans le cadre d'un service public de l'énergie, après réquisition de tous les grands groupes comme Total ou Shell.

Les salariéEs qui ont subi les conditions de travail pénibles, le travail posté, l'exposition aux produits dangereux n'ont pas à en faire les frais, au contraire, elle doit se faire avec eux et leur savoir-faire. Tous les emplois doivent être maintenus et les licenciements interdits.

Dans tous les cas, ces solutions ne se négocieront pas dans une énième table ronde, elles ne pourront qu'être imposées par un rapport de forces puissant.

Tous ensemble, salariéEs du pétrole, populations, syndicalistes, autour des Petroplus il est possible d'imposer le rapport de forces en paralysant l'approvisionnement en pétrole comme nous avons su le faire lors de la grève des retraites.

Correspondante

Six lycées pro de moins à Paris ?

Le programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 de la région Île-de-France a dévoilé la fermeture de six lycées professionnels municipaux parisiens. Ces établissements scolarisent plus de 2000 élèves dans Paris, des jeunes de moins de 15 ans parfois à la limite du décrochage scolaire, que les enseignants de lycée professionnel amènent jusqu'au baccalauréat. Cet encouragement à la formation à un métier, à la scolarisation, passe par le développement de petites structures, ce qui est la particularité de ces lycées parisiens. La réforme du bac pro en trois ans a supprimé des milliers de postes d'enseignants sous Sarkozy, cette attaque contre l'enseignement vient d'une région gérée par le PS-PCF-EELV qui impose une « mutualisation », terme employé pour ne pas dire : austerité. Ces fermetures auraient par ailleurs pour conséquence de vider Paris de lycées professionnels formant aux métiers du tertiaire (5 sur 6), reléguant ces élèves à la périphérie, de plus en plus loin, accentuant le phénomène d'embourgeoisement, véritable visage du Grand Paris.

17 octobre, 51 ans après !

Cette année, les commémorations des massacres du 17 octobre 1961 ont débuté par la reconnaissance par François Hollande de « la répression sanglante ». Un geste attendu, 51 ans après mais qui reste bien en deçà de la réalité de ce crime d'État ni pendant des années et que la droite et l'extrême droite continue de justifier. Le NPA et de nombreuses organisations syndicales, politiques

et associatives ont pris part aux rassemblements pour ne pas oublier ce crime de masse perpétré par l'État français contre plusieurs centaines d'Algériens. Ces Algériens manifestaient, à l'appel du FLN, contre le couvre-feu imposé quelques jours plus tôt aux travailleurs algériens, au pire moment de la guerre d'Algérie. Il faut se souvenir que c'est Papon qui était à l'œuvre à la préfecture de police de Paris soutenu par le pouvoir gaulliste, nullement inquiété donc par ses crimes commis à l'encontre des juifs durant la Seconde Guerre mondiale.

Le travail de mémoire est plus que jamais à poursuivre et à travailler à l'heure où chaque semaine connaît une nouvelle polémique raciste et xénophobe qui touche souvent les descendants de ces anciennes colonies. Le NPA demande plus que la reconnaissance de « répression de sanglante » : que soit reconnue ce qui a été un véritable crime d'État.

Provocation d'extrême droite à Poitiers.

Samedi 20 octobre, des militants de Génération identitaire, un groupuscule d'extrême droite, ont déployé une banderole sur le toit de la mosquée de Poitiers. Celle-ci portait la mention « 732, Génération identitaire », en référence à l'année 732 marquée par le fait d'armes de Charles Martel.

Ce groupuscule appartient, avec le bloc identitaire, à la mouvance ultra droite qui n'en est pas à son coup d'essai dans la provocation raciste et islamophobe. Ces racistes surfent sur la xénophobie répandue depuis le sommet de l'État par Sarkozy et l'UMP ces dernières années, sous pression du Front national.

Au-delà du mépris et de la haine

répandue contre les musulmans du pays, ce sont bien sûr toutes les classes populaires qui sont visées. L'extrême droite désigne des boucs émissaires alors que ce ne sont ni les roms, ni les immigrés (avec ou sans papier), ni les musulmans qui sont responsables des entreprises qui ferment ou de la misère qui s'étend.

Le NPA dénonce l'attitude de la police qui a protégé ces nerfs afin qu'ils puissent sortir tranquillement de la mosquée. Quatre de ces militants ont tout de même été mis en examen et on espère que la procédure ira à son terme. Une manifestation unitaire antifasciste et antiraciste a lieu à Poitiers jeudi 25 octobre. « Pas de quartier pour les fachos ! ».

Solidarité avec Saïdou de ZEP et Saïd Bouamama.

Le chanteur Saïdou du groupe Zone d'Expression Populaire et le sociologue Saïd Bouamama ont été mis en examen pour de prétendues injures, discriminations et incitations à la haine raciale, à la suite d'une plainte déposée par une officine d'extrême droite l'AGRIF (Alliance contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne). Cette association présidée par Bernard Anthony, vieux cheval de retour du Front national s'occupe depuis des années à traîner devant les tribunaux tous les créateurs, auteurs, artistes qui ne leur plaise pas, tels Godard, Costa Gavras ou Martin Scorsese...

Il est inquiétant de constater que la justice qui octroie des non-lieux aux flics coupables de bavures cède à l'air du temps, à l'islamophobie galopante, et poursuit des militants antiracistes. Il faut la mobilisation la plus large pour exiger l'abandon des poursuites contre Saïd et Saïdou.



SOUSCRIPTION 2012 CONTRE L'AUSTERITE... Y COMPRIS AU NPA !

Nous le savions, sans illusions. Ils l'avaient annoncé dès la campagne et devaient s'exécuter. Voilà, nous y sommes, après deux ans d'un subtil mélange, à la fois voulu et contraint, de matraquage préventif et d'évitement exécutif. Car il faut bien répéter, et préparer le public, avant le lever de rideau. D'abord niée puis rampant en coulisses, d'abord bruissant puis déferlant sur toutes les lèvres et antennes, d'abord suintant de tous les projets de loi et décrets éparés... le budget 2013 signe aujourd'hui l'entrée en scène publique de l'austérité.

Plus d'impôts, de réduction de moyens et de reculs sociaux pour la majorité. Mais de nouveaux allègements de charges et des prélèvements cosmétiques pour la minorité possédante. Voilà pour la philosophie de ce budget, si l'on veut bien laisser de côté la communication et considérer que le budget n'est pas, malgré sa centralité, le fin mot d'une politique. Le « dialogue social » engagé sur la « compétitivité » pour achever le droit du travail témoigne de l'ampleur de l'offensive. Si l'on considère par ailleurs la politique raciste et sécuritaire menée par Manuel Valls, voilà qui relève de la cohérence et de la continuité... avec Sarkozy. Plus même : il s'agit d'un accomplissement que le précédent locataire du Château avait refusé d'opérer afin de se laisser une chance de rester dans la soie. Peu importe, et tant mieux pour la bourgeoisie d'ailleurs : c'est « la gauche » qui fera son sale boulot ! Mais nous disons bien entrée en scène publique de l'austérité. Pas le clou du spectacle, et encore moins la fin de l'histoire ! Car sans interruption de séance, ce que nous vivons n'est que le premier acte. C'est donc à notre camp social de monter sur scène si nous voulons changer le scénario. Il suffit de tourner la tête du côté de la Grèce ou de l'Espagne pour en apprécier l'interprétation et la mise en scène.

Depuis 2008, le slogan « nous ne paierons pas leurs crises » s'est imposé comme la base de notre positionnement. Si un positionnement ne fait ni une politique, ni un programme, ni un mouvement et encore moins les victoires, ce slogan peut désormais se conjuguer au présent. D'ailleurs, en Grèce, certains refusent désormais de payer.

Et le NPA dans tout cela ? Il est toujours là, dans toutes les luttes, sur tous les fronts. Mais la conjonction de la baisse des effectifs, de la perte de la dotation d'État pour les cinq années à venir, ainsi que d'une scission coûteuse, met en danger notre budget. Nous ne voulons « pas payer leurs crises » disions-nous. Mais pour cela, le NPA doit payer l'impression de ses tracts et affiches, ses transports, ses locaux, ses permanents, soutenir des piquets de grève ou des collectifs de sans-papiers, organiser des meetings, etc. En clair, le NPA doit avoir les moyens financiers de sa politique, et non la politique de ses moyens financiers. Votre soutien financier est donc un maillon incontournable de la politique du NPA pour qu'il puisse contribuer, à son échelle, à la contre-offensive de notre camp social en faisant valoir son programme et ses positions en toute indépendance. Le « tous ensemble » passe par le soutien et la construction de chacun.

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé :

Vous donnez 3 euros, le parti en reçoit 3, l'État vous en déduira 2 sur vos impôts !

Deux moyens de paiement :

Le chèque et la carte bleue (<http://www.npa2009.org/souscription>)

Une seule adresse pour envoyer vos chèques :

Npa souscription 2012 - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Un seul ordre pour vos chèques :

Npa souscription

Une seule limite de datation et d'envoi :

Avant le 31 décembre 2012 à minuit

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :

Précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port

Si deux noms apparaissent sur le chèque :

Précisez à qui imputer le don

Une seule adresse pour vos questions :

Souscription@npa2009.Org

LOGEMENTS D'URGENCE : réquisition du Lieu Unique à Nantes



À Nantes, la ville de Jean-Marc Ayrault, les sans-abris occupent le Lieu Unique. Le « Lieu Unique », c'est l'ancienne usine LU, dans le centre de Nantes, déménagée pour faire place à une scène nationale et à des logements bien trop chers pour la grande majorité de la population – ainsi va le Grand Projet de Ville voulu par Jean-Marc Ayrault et le PS. Ils réclament, avec les travailleurs du 115 (le Samu social), des logements d'urgence. Du côté des pouvoirs publics, c'est le bal des hypocrites, et l'expulsion à la clé. À quelques kilomètres, la préfecture expulse les occupants de Notre-Dame-des-Landes et détruit systématiquement les habitations (voir notre article page 11). Dans quelques jours, toutes et tous seront à la rue.

PS : L'ensemble des textes et communiqués du collectif Un toit pour toutes et tous ont été publiés sur le site du NPA nantais : npa44.org

TOUT est à nous !
 hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
 Ross Harrold
Impression :
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél. : 01 48 70 42 22
 Fax : 01 48 59 23 28
 mail : rotoimp@wanadoo.fr

